

Isabelle Van Driessche

Un biotope rare dans un champ d'OGM*

(*OGM = Obéissance Générale au Marché)

Fragile

La beauté du cadre bâti est une petite chose fragile qui résulte d'un long processus de mise en équilibre de nombreux facteurs. Tout comme un biotope rare, elle nécessite un milieu et des prémisses propices à son éclosion : une opportunité foncière sur un site adapté, un maître de l'ouvrage, un urbaniste et un architecte disposés à faire passer l'intérêt public, c'est-à-dire la qualité du cadre bâti, avant leurs propres intérêts économiques à court terme, enfin une société reconnaissant les vertus d'un environnement de qualité et des décideurs faisant une promotion effective et pas seulement discursive.

Dans notre société de consommation, cette beauté du cadre bâti est de l'ordre de la fiction ou du miracle. Le bâti s'y limite à son caractère négociable, son cadre constitue tout au plus un argument de vente. L'environnement et le quartier sont plus souvent évoqués pour leurs aspects promotionnels ou mercantiles que pour la qualité de leur fonction sociale ou culturelle, voire seulement comme pilier d'un discours maintenant les usagers dans la croyance d'une évolution « vers un monde meilleur ».

Pourtant chacun de nous souhaite vivre dans une « belle maison », dans un site agréable, proche de la nature, de son lieu de travail et des équipements publics. Une requête aussi unanime pour un cadre de vie de qualité laisserait supposer que l'intérêt particulier rejoigne l'intérêt public.

Beau

Pourtant le concept populaire de « belle maison » porte en soi la typologie uniforme de la villa, qui trouve ses racines dans la

culture romaine des grands propriétaires terriens établis « à la campagne » et cristallise symboliquement le désir d'une élévation sociale au rang de patricien. Une autre expression de ce besoin d'ascension sociale intègre à la villa romaine le château féodal qui trouve ses racines dans la période médiévale et résume les origines culturelles du pays sous forme de « pavillons à tourelles » que l'on retrouve dans multes lotissements.

Ces dérives architecturales ne sont en aucun cas une spécialité luxembourgeoise. En effet, Françoise Choay constate à propos du terme villa (au sens de villégiature) dans son Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement : « D'abord connoté par le luxe (« villa Eugénie » de Napoléon III à Biarritz), tant que la villégiature demeure un privilège social, le terme en vient, lorsque cette fonction se généralise et se démocratise à désigner toute maison individuelle pourvue d'un jardin, même modeste servant à la résidence secondaire. Pastichant souvent des types vernaculaires (S.Ostrowetsky, *Le néo-style régional*, Paris, 1980), la villa a ainsi été le véhicule d'une grande médiocrité architecturale et a contribué à la méconnaissance des problèmes de l'architecture contemporaine. »

L'« uni-forme » du collectif

Certains promoteurs répondent au vœu d'ascension sociale individualiste par le baptême de leurs immeubles à appartements en « résidence Borghese », « villa Hadriana »... ou en parant leur squelette bétonné d'arcades, de colonnes et de chapiteaux multiples. Bien sûr, personne ne s'y laisse prendre mais une décoration de façade, même sous forme de pastiche éhonté, peut encore séduire comme distinction de la masse, alors, qu'avec le temps, elle se révèle toujours comme cache-misère.

Les immeubles à appartements contemporains dénués de modération et affichant une certaine répétitivité dans les ouvertures

sont rarement prisés par la culture populaire puisqu'ils évoquent une typologie de caserne. Ces dernières ont parfois été reconverties en hôpitaux, maisons de retraite, mais ont surtout hébergé les orphelins, les lépreux, les prisonniers, ... bref, les exclus de la société.

La cité ouvrière illustre une autre forme de répétitivité mal aimée, malgré ses qualités et les progrès en matière de logement qu'elle a pu représenter au moment de sa création. Il en est de même du logement social sous forme d'immeuble collectif, lorsqu'il n'est pas intégré à un quartier mixte.

Personne ne souhaite porter sur son logement les stigmates de sa condition sociale et toutes les mascarades sont les bienvenues.

Le dépouillement de l'individualiste

Le *less-is-more* repris par Mies van der Rohe au début du XX^e siècle commence seulement aujourd'hui, avec le coût croissant de l'espace, à trouver un écho dans une population considérant que le luxe s'exprime mieux dans la sobriété de l'aménagement d'un lieu, que dans l'accumulation d'objets. La motivation d'un goût du dépouillement reste hélas toujours la promotion d'un élitisme, il s'agit juste d'une autre forme d'expression d'un même besoin d'ascension individualiste.

Le « melting pot »

La mixité sociale, linguistique, culturelle est très présente au Luxembourg, peut-être en raison de la petitesse de son territoire et d'une assez faible lisibilité des différences sociales sur les personnes, ce qui assure une communication relativement fluide entre les gens. La condition sociale s'exprime plutôt dans les biens automobiles ou immobiliers, dans les destinations de villégiature ou dans leur absence, donc de manière indirecte sur les personnes. Mais avec des conséquences immédiates sur l'espace qu'il soit bâti ou « libre ».

Pourtant, le Grand-Duché a résolu un très important problème de pénurie et d'insalubrité de l'habitat au moment de son industrialisation en offrant de petits logements individuels plus souvent que du logement collectif en vastes interventions. Plus tard et jusqu'à nos jours la politique en matière de logement social a évité, par la multiplication de petites ou moyennes opérations dispersées dans des quartiers existants, les écueils des « grands ensembles » à l'étranger.

La mixité fonctionnelle et sociale requise pour engendrer une qualité durable du cadre bâti est à l'opposé des rêves individuels de confort. Nous avons cependant la chance de disposer d'un cadre bâti abritant une population assez diversifiée et ne présentant que très peu d'effets « ghetto » que ce soit en ville ou à la campagne. Ce contexte offre une base saine pour l'éclosion de toutes les beautés authentiques.

Spéculons ensemble...

Or la spéculation foncière empoisonne cet atout en rendant le terrain inaccessible jusqu'aux couches moyennes de la population et parfois même aux autorités publiques. Elle porte atteinte au frêle équilibre nécessaire à l'émergence de la qualité en forçant à localiser les fonctions urbaines dans le foncier résiduel disponible, souvent en dépit du bon sens et au détriment du paysage tant urbain que rural. Les gesticulations architecturales ne pourront rien y changer. La mauvaise localisation d'un équipement (école très éloignée de ses usagers), d'une entreprise (zone d'activités contre un lotissement), de quartiers d'habitation (croissance tentaculaire du bâti, lotissements en ligne de crête), le mauvais choix de typologie (immeuble-tour à appartements au milieu d'un village-oui-oui ça existe !-, etc...) désorganise les fonctions urbaines et l'environnement quel que soit l'effort des maîtres d'œuvre pour conférer aux bâtiments une certaine « beauté ».

L'une des conditions essentielles de la qualité du cadre bâti est la disponibilité foncière.

La mixité fonctionnelle et sociale requise pour engendrer une qualité durable du cadre bâti est à l'opposé des rêves individuels de confort.

...sur l'avenir de l'espace public

L'espace public, comme liant du cadre bâti, garantit pour sa part l'accessibilité pour tous aux fonctions urbaines. Sa persistance, dans un système tendant à la privatisation de l'espace collectif et de sa gestion (galeries

marchandes, autoroutes,...), en est une autre condition. On ne peut pas réclamer le « petit commerce de quartier » en permettant le mitage du paysage par de grands ensembles commerciaux. Or le confort d'un quartier d'habitation dépend de la présence de lieux conviviaux et la qualité d'un paysage implique son respect.

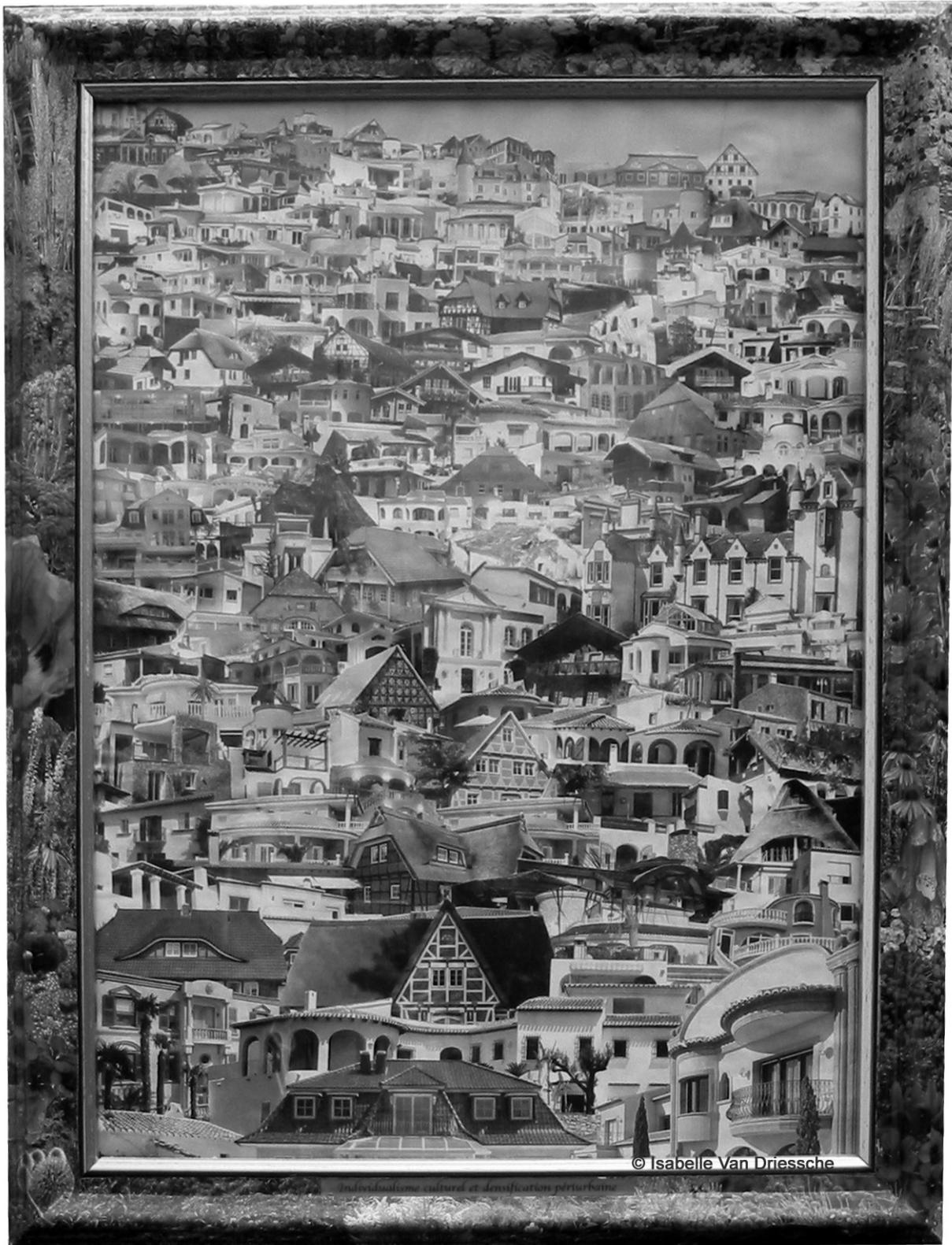
La création, le maintien et l'entretien de places, rues, parcs, rivières, paysages et leur ouverture à tous ne constitue pas un « fait acquis », surtout en période de crise économique. La volonté politique et donc, dans un état démocratique, celle des électeurs s'exprime dans la qualité de l'espace public.

En négligeant sa valeur, souhaitons nous secrètement une ségrégation de l'accessibilité aux services, aux lieux de communication et aux paysages... En pariant sur le fait que nous ferons partie des privilégiés ? ♦

Première parution : *Carnet d'opinions n° 2 : Baukultur*, 2009, p. 4-6

Editeur : Fondation de l'architecture et de l'ingénierie

Rédacteur en chef : Shahram Agaajani



Collage effectué par Isabelle Van Driessche au sujet de « l'individualisme culturel et densification périurbaine » et qui est intégré à la « chaise » qu'elle a réalisé pour l'exposition « Architektur im Grenzbereich » en 2006.